

Convention d'objectifs et de financement entre la Métropole du Grand Paris et la commune de Montereau-Fault- Yonne concernant la première phase de son programme d'aménagement des berges

ENTRE

La Métropole du Grand Paris, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à statut particulier, créée par la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République codifiée à l'article L5219 du code général des collectivités territoriales, ayant son siège social au 15 – 19 avenue Pierre Mendès France – CS 81411 – 75646 PARIS CEDEX 13, dont le numéro SIRET est 200 054 781 00022,

Représentée par son Président, Monsieur Patrick Ollier, dûment habilité pour signer la présente convention d'objectifs et de financement par la délibération BM2025/06/24/28,

Ci-après désignée par « la Métropole du Grand Paris » ou « la Métropole ».

D'une part,

ET

La commune de Montereau-Fault-Yonne,

Représentée par son Maire James CHERON dûment habilité pour signer la présente convention par la délibération du conseil municipal n°xx en date du 29 septembre 2025

Ci-après désignée par « la commune ».

D'autre part.

PREAMBULE

Montereau-Fault-Yonne est une commune de 22 000 habitants située en Seine-et-Marne à la confluence de la Seine et de l'Yonne. Du fait de cette localisation, la ville constitue un carrefour historique, économique et naturel de la Région. Elle est intimement liée à ses fleuves, tant par les avantages qu'ils procurent en termes de qualité de vie et de développement économique que par les défis qu'ils posent face au risque inondation. Afin de maximiser les bénéfices écologiques, économiques et sociaux de ces cours d'eau et de minimiser la vulnérabilité des activités et des populations, la commune porte aujourd'hui un programme de réhabilitation de ses berges. Ce programme permettra notamment de renforcer les liaisons cyclables, d'ouvrir des perspectives paysagères, de désimperméabiliser certains secteurs de berges, de restaurer la ripisylve, ou encore de faciliter le tourisme fluvestre.

La Métropole du Grand Paris, située en aval de Montereau sur la Seine est également vulnérable aux inondations. Elle souhaite renforcer les solidarités entre l'amont et l'aval du bassin dans la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. A proximité de la commune de Montereau, la Métropole est d'ailleurs le deuxième financeur du casier pilote de la Bassée, contribuant à atténuer les inondations, tant localement que sur son périmètre.

Par ailleurs, pour consolider la culture des fleuves et leur découverte, le renforcement du maillage des mobilités constitue également un outil puissant, ouvert à tous, qui peut aller au-delà de l'espace francilien avec notamment les itinéraires de mobilités douces.

La concomitance des crues de la Seine et de l'Yonne génère les plus sévères inondations du bassin versant. Montereau-Fault-Yonne constitue donc un lieu symbolique pour la culture du risque inondation à l'échelle du bassin versant de la Seine. Afin de mieux communiquer sur ces enjeux, la Métropole souhaite aujourd'hui accompagner la commune de Montereau-Fault-Yonne dans la valorisation paysagère et touristique de cet espace à travers une coopération emblématique des solidarités amont-aval sur le bassin versant de la Seine. Ce projet s'inscrit également dans la continuité des actions portées par la Métropole pour désimperméabiliser les sols, renforcer les liaisons cyclables et développer le tourisme fluvestre.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

TITRE 1 : OBJET DE LA CONVENTION, DUREE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de présenter les actions de réhabilitation de la confluence Seine-Yonne envisagées par la commune de Montereau-Fault-Yonne et de préciser les conditions dans lesquelles cette commune pourra bénéficier du soutien financier de la Métropole du Grand Paris pour les mener à bien. Une fiche descriptive du projet et de son budget prévisionnel figure en annexe.

Cette convention porte plus spécifiquement sur la mission de maîtrise d'œuvre préalable à la réalisation des aménagements, lors de la première phase du projet communal, sur les secteurs suivants : école de la Poterie, Collégiale, liaison école-collégiale, halte fluviale. Les autres secteurs de la confluence,

aménagés dans des phases ultérieures, ne sont pas concernés (chemin du halage, berges urbaines, faubourg, berges fleuries, voies vertes).

Le cofinancement de cette étude par la Métropole du Grand Paris a été retenu car elle permet de renforcer l'ambition du projet de valorisation paysagère de la confluence de la Seine et de l'Yonne, lieu symbolique pour la culture du risque inondation à l'échelle du bassin versant de la Seine.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à lancer et piloter les procédures de marchés publics relatifs à la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre. Elle s'engage à préciser dans le cadre de cette mission l'ambition du projet sur les thématiques suivantes :

- renforcement des liaisons douces,
- minimisation de l'imperméabilisation,
- renaturation des berges,
- sensibilisation à la prévention des inondations,
- facilitation du tourisme fluvestre,
- valorisation paysagère de la confluence.

ARTICLE 3. ENGAGEMENT DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS

Compte tenu de l'intérêt du projet et du budget prévisionnel de celui-ci présenté par la commune, la Métropole a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant une subvention de 50% du coût des études de maîtrise d'œuvre, dans un plafond de 75 000 € (soixante-quinze mille euros).

ARTICLE 4. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la délibération par les instances métropolitaines (bureau) et est établie pour une durée de 3 ans.

TITRE 2 : MODALITES FINANCIERES ET OBLIGATIONS DIVERSES

ARTICLE 5. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La commune, en tant que maître d'ouvrage unique, pilote et réalise les opérations et procède au paiement des factures le cas échéant.

La Métropole versera à la commune une participation équivalente à 50 % du coût de l'étude sur transmission d'appel de fonds à la fin de la réalisation de chaque secteur. Le montant de la subvention apportée par la Métropole du Grand Paris, tous secteurs confondus, ne pourra excéder 75 000€.

La participation sera versée sur présentation par la commune d'un appel de fonds assorti :

- De la présente convention signée,

- De l'état des mandatements et des titres de recettes visés par le comptable public,
- Du relevé des dépenses acquittées et des recettes perçues signé par l'autorité exécutive de la commune.,
- Du rapport de l'étude, précisant l'ambition des aménagements sur les thématiques listées à l'article 2.

La Métropole contrôlera notamment, à l'issue de la convention, que les contributions financières n'excèdent pas 80% du coût de la mise en œuvre de l'étude, conformément à l'article L.1111-10 du CGCT. Le cas échéant, la commune s'engage à rembourser la Métropole du Grand Paris à due-concurrence du moindre coût constaté, dans un délai de 60 jours à compter de la date d'envoi du solde de la convention.

Pour un versement dans l'année, tout appel de fonds doit être transmis à la Métropole avant le 15 novembre.

Le montant de la subvention sera crédité au compte établi :

Au nom de : SGC DE FONTAINEBLEAU

Ouvert à : la Banque de France

Compte n°: C7710000000

Code Banque: 30001

Code Guichet 00398

Clé : 94

La commune transmettra un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP) à la Métropole.

Les référents comptables au titre de la présente convention sont :

- Pour la Métropole : Michaël POUPARD, Chef de service budget et comptabilité, finances@metropolegrandparis.fr
- Pour la commune : Aliette BLANSTIER, directrice du service finances finances@ville-montereau77.fr;

ARTICLE 6. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera son remboursement.

En outre, la Métropole du Grand Paris peut suspendre le montant du versement, remettre en cause le montant des subventions en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention, ou d'étude insuffisante des thématiques listées à l'article 2.

Le remboursement de la subvention versée doit intervenir dans les 60 jours à compter de la notification de mise en demeure de rembourser signifiée par la Métropole à l'association.

ARTICLE 7. MENTION DU SOUTIEN DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS

La commune s'engage à faire état du soutien de la Métropole du Grand Paris dans tout document relatif au projet, tant à usage interne qu'à destination du public.

L'utilisation du logo de la Métropole du Grand Paris doit respecter la charte graphique fournie à cet effet.

La réalisation de l'obligation de publicité conditionne le versement de la subvention. La Métropole du Grand Paris se réserve le droit de procéder à un contrôle du respect de cette obligation de publicité par sondage, visite sur place, demande de communication de pièces ou tout autre moyen qu'elle jugera opportun.

La Métropole du Grand Paris se réserve également le droit de communiquer sur le projet et de le relayer sur ses supports de communication.

ARTICLE 8. RESPONSABILITES – ASSURANCES

Le programme est placé sous la responsabilité exclusive de la commune. Elle devra souscrire tout contrat d'assurance de façon que la responsabilité de la Métropole du Grand Paris ne puisse être ni recherchée ni mise en cause.

TITRE 3 : CONTRÔLE, EVALUATION, MODIFICATION ET SANCTION

ARTICLE 9. SUIVI DE LA CONVENTION

Au sein de la Métropole du Grand Paris, l'interlocuteur privilégié de la commune est le service GeMAPI-Eau. Cet interlocuteur est le destinataire de l'ensemble des courriers et notifications de la commune.

Au sein de la commune, l'interlocuteur privilégié de la Métropole est la Direction Générale des Services. Cet interlocuteur est le destinataire de l'ensemble des courriers et notifications de la commune.

La Métropole sera conviée aux réunions de suivi du projet afin de contribuer aux réflexions sur la mise en valeur de la confluence entre la Seine et l'Yonne et optimiser l'impact de cette opération sur la culture du risque inondation, le tourisme fluvestre et les mobilités douces à l'échelle du bassin versant de la Seine.

ARTICLE 10. CONTROLE DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS

La Métropole du Grand Paris se réserve le droit de faire suivre et vérifier par toute personne de son choix, sur pièces et sur place, les dépenses effectuées au titre du projet aidé et du respect de ses engagements vis-à-vis de l'établissement public intercommunal.

La Métropole du Grand Paris contrôlera notamment que la contribution financière n'excède 50 % du coût de l'étude. A défaut, la Métropole pourra exiger un remboursement à due concurrence de la non-réalisation des actions. Cette demande sera discutée en Comité de pilotage et notifiée par lettre recommandée à la commune par la Métropole du Grand Paris le cas échéant.

ARTICLE 11. EVALUATION

La commune s'engage à fournir, pour chaque secteur, en complément des rapports intermédiaires, dans un délai de 3 mois après la fin de l'étude, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, précisant la nouvelle ambition du programme sur les thématiques listées à l'article 2.

ARTICLE 12. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Métropole du Grand Paris et la commune, après approbation par l'instance compétente de chacune des parties. La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception. Au-delà de ce délai de deux mois, le silence vaut refus tacite.

ARTICLE 13. RESILIATION

La Métropole du Grand Paris pourra également résilier la convention en cas de non-respect de celle-ci ou de ses avenants, dans le délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.. La résiliation sera prononcée par le Président de la Métropole du Grand Paris et notifiée à la commune par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. La date d'effet de la résiliation de la présente convention interviendra à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la notification de l'avis de résiliation mentionné à l'alinéa précédent.

ARTICLE 14. REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels relatifs à la présente convention, qui n'auront pu recevoir de solution amiable, seront portés devant le Tribunal administratif compétent.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Métropole du Grand Paris,
Le Président

Pour la commune de Montereau-Fault-Yonne,
Le Maire

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Président de Seine Grands Lacs

James CHERON
Vice-président de la Région Ile-de-
France

PROJET